

Le dernier chant du poulet : l'OMC, à abattre ou pour se battre ?

Après des bonds prodigieux dans les années 1980 puis un étouffement sous une avalanche de morceaux de poulets à la fin des années 1990, la filière avicole sénégalaise risque aujourd'hui de s'écrouler définitivement.

Le poulet... un exemple parmi beaucoup d'autres productions locales menacées tour à tour dans différents pays du Sud : viande de bœuf, pomme de terre, riz, oignons, tomates, légumes.... Menacées par qui, par quoi ? L'OMC, la cause de tous les maux ?

L'OMC, l'arbre qui cache la forêt ?

Des accords de l'OMC... non respectés « au Nord »

De nombreuses voix du Sud comme du Nord soulignent que pour les pays du Nord, la règle en termes d'ouverture des frontières et de circulation des produits agricoles est plutôt du

type : « Faites ce que je dis, pas ce que je fais : **je protège, tu libères...** »

Les pays du Nord n'ont en effet pas respecté les mesures préconisées par l'Accord de l'OMC¹ : « *Ils ont traîné les pieds pour revoir à la baisse leurs droits de douane, et les aides ont continué à être versées aux agriculteurs, contrairement à ce que stipulait l'OMC.* »² Les aides continuent d'y être versées sous diverses formes déguisées (boîtes bleue, verte, orange³...) ; les aides américaines ont même augmenté.

En conséquence, de nombreux **produits subventionnés** par les pays du Nord arrivent finalement sur les marchés du Sud, à des prix inférieurs aux coûts de production locaux, et mettent sérieusement en **péril les productions locales.**

Des mesures appliquées « au Sud »... au-delà des accords de l'OMC

Des pays du Sud ouvrent leurs frontières au-delà de ce que stipule l'Accord : protection bien en deçà des plafonds prévus. Ils **s'exposent** ►

► ainsi à une concurrence accrue de productions d'autres pays, y compris du Sud. C'est l'exemple emblématique des brisures de riz asiatique envahissant le marché sénégalais, au détriment du riz local.

Pourquoi une telle ouverture, une telle sur-exposition alors que l'OMC n'en demande pas tant ?

Certains de noter les contraintes des **plans d'ajustement structurel** (PAS) du Fond monétaire international (FMI), qui conditionnent les aides budgétaires à cette ouverture des frontières. Les **accords régionaux** et tarifs douaniers communs aux pays de l'Uemoa (Union économique et monétaire ouest-africaine) imposés par le FMI ou la Banque mondiale sont aussi soulignés.

Mais cette ouverture aux frontières n'est pas nécessairement « subie » : elle peut être encouragée par les gouvernements du Sud eux-mêmes. L'arrivée sur les marchés urbains de produits bon marché, importés, permet de fournir aux populations des villes des produits à faible coût « **Poulet pas cher !** »... et donc de se « garantir », au moins à court terme, une certaine **paix sociale**, et accessoirement, des **bulletins de vote**.

Des contraintes... au-delà de l'OMC

De nouveaux pays du Sud entrent sur le marché mondial et viennent concurrencer les agricultures paysannes moins compétitives.

Les difficultés pour les productions locales peuvent être aussi liées à la **baisse des prix sur le marché mondial**⁴. C'est par exemple le cas du café : le café vietnamien entre sur le marché mondial et participe à la baisse des cours mondiaux.

Le difficile positionnement des produits vivriers sur les marchés locaux peut aussi être lié aux avantages accordés aux **cultures d'exportation : les cultures de rentes d'exportation sont parfois largement encouragées par les gouvernements du Sud**, au détriment des produits vivriers, car elles sont source de devises. Elles permettent donc de limiter des **déséquilibres macroéconomiques**.

L'OMC pour sauver le poulet ? Des avis divergents

L'OMC ne marche pas... parce qu'on n'applique pas l'Accord

Certains de dire que les résultats de l'Accord ne sont pas positifs, parce que justement, l'Accord n'est pas bien appliqué... Nombreux modèles et théories montrent qu'en appliquant effectivement les mesures préconisées, avec un organe de règlement des différends (ORD) efficace pour les faire appliquer, la situation devrait s'améliorer⁵.

L'OMC ne marche pas... parce qu'on ne va pas assez loin : les « jusqu'aboutistes »

Il faut pousser davantage le processus : ouvrir encore plus, échanger plus librement, interdire toute subvention... C'est ce que réclament certains pays, y compris du Sud (pays du Groupe de Cairns, comme le Brésil, l'Argentine, le Canada, ou l'Australie)⁶.

L'OMC ne marche pas... Réformons-la, et renforçons-la !

Ce sont les partisans du « Ne jetons pas le bébé avec l'eau du bain, mieux vaut de mauvaises règles que pas de règles du tout ». Selon ce point de vue, il serait plus préjudiciable pour des pays faibles du Sud de se retrouver dans

des négociations bilatérales (en particulier avec les États-Unis) qu'internationales⁸.

Aussi, plutôt que de faire disparaître l'OMC, il est suggéré de garder une instance mondiale de négociation, **une OMC renforcée, mais profondément réformée**, « pas tant pour négocier internationalement la réduction des protections [ou subventions], mais pour négocier la **maîtrise des productions** dans les grands pays exportateurs »⁹.

Et le poulet dans tout cela ? Des choix politiques nécessaires

Les avis sur l'OMC et ses rôles et avenir potentiels divergent, et le poulet sénégalais, comme d'autres productions agricoles du Sud, se retrouve donc au milieu d'une arène aux enjeux qui le dépassent largement.

Localement, plusieurs acteurs sont particulièrement concernés :

- **le citadin**, qui fait entendre sa voix pour une nourriture pas chère, et même si la saveur n'est pas la même, il va préférer le poulet importé bon marché ;

- **le paysan** (70 % de la population au Sénégal), qui voit sa production agricole de plus en plus restreinte en termes de diversité (abandon de nombreuses productions devenues

Zéro subvention : Attention au jeu de dupe !

Certains mettent en garde contre les dangers de l'arrêt des subventions⁷ : si les subventions agricoles du Nord viennent brider les économies du Sud et doivent cesser, les pays du Sud doivent-ils pour autant prôner le « zéro subvention ! » et se priver ainsi d'un outil de politique agricole ? La suppression totale des subventions agricoles n'est-elle pas un piège pour les pays du Sud ?

non rentables, trop fortement concurrencées), et ses revenus en baisse constante ;

● **l'État**, qui doit arbitrer, décider en termes de la place du développement rural par rapport au milieu urbain, quels types d'« agricultures », quelles « agri-techniques », quels paysans, producteurs... ?

De véritables choix de société et choix politiques, sachant que l'État doit s'assurer une paix sociale (« Poulet pas cher ! »), qu'il est plus facile d'« assurer » sur du court terme une sécurité alimentaire par des prix bas que de mener une réelle politique de souveraineté alimentaire, que l'État a besoin de devises (cultures d'exportation), et que la politique nationale ne dépend pas que du niveau national... : pas facile d'élaborer politiques et programmes

nationaux quand leur financement dépend des enveloppes de bailleurs extérieurs... ce sur quoi nous reviendrons¹⁰.

« Le principal problème des pays en développement, c'est qu'ils n'ont pas de politique agricole claire et cohérente. Ils ne sont pas dotés d'outils économiques et politiques leur permettant d'assurer l'alimentation de leur population, en favorisant le décollage du secteur agricole »¹¹. ■

*Éléments rassemblés
par Anne Lothoré, Inter-Réseaux*

¹ *Grain de Sel* n°24, Boîte à outils : l'OMC... quelques repères.

² *Alternatives économiques* n°217 bis, p 7, septembre 2003.

³ *Grain de Sel* n°23, Boîte à outils : boîte de développement, p 26.

⁴ *Grain de Sel* n° 22 : Baisse des prix des matières premières agricoles sur le marché international.

⁵ Banque mondiale :

<http://www.worldbank.org/prospects/gep2004>.

⁶ Agricultural Protectionism : *Debt Problems and the Doha Round*, by Julio J. Nogués. Trade Reform for Economic Growth and Poverty Reduction, T. Ademola Oyejide, Nigeria. <http://www1.worldbank.org/devoutreach>

⁷ Subventions agricoles, systèmes de santé publique ou communautaire... et lutte contre la pauvreté: attention aux manipulations ! / Eric Fermet-Quinet , 2003.

⁸ G. Monbiot, Extrait de *The Guardian*, Londres, cité dans le *Courrier International* n°670 p28, 4 sept. 2003.

⁹ La gestion des marchés : libéraliser ou réguler les échanges ? / Didier Pillot – Gret, Agridoc.

http://www.agridoc.com/fichestechniques_gret/politiques-agricoles

¹⁰ Le prochaine GDS portera sur les PA : faites-nous part de vos contributions à <secretariat@inter-reseaux.org>.

¹¹ Bénédicte Hermelin de Solagral, dans *Alternatives économiques*, ibid.